AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRES D'AGRICULTURE

LETTRE économique

Juillet 2017 N° 375

EDITO

Cher Thomas-Robert Malthus…

La publication, par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, des dernières projections démographiques sur l'horizon 2050, aurait sans nul doute suscité l'intérêt du Pasteur Thomas -Robert Malthus (1766-1834). Il est indiqué en effet que la population mondiale avoisinerait en 2050 les 10 milliards d'individus. Il est donc manifeste que la question de la disponibilité des quantités de nourriture va rester cruciale dans les années à venir. L'Union européenne doit impérativement méditer sur une telle perspective.

La problématique du progrès et de l'accession au bonheur pour les sociétés a constitué le fil conducteur des réflexions menées par ce que l'on appelle fréquemment les fondateurs de la science économique. Thomas-Robert Malthus en a été l'un des plus célèbres. S'il l'est, c'est notamment en raison de son célèbre *Essai sur le principe de population*, publié pour la première fois en 1798. D'emblée, il s'interroge sur les causes qui ont entravé la marche des sociétés vers le progrès et le bonheur, et, sur les moyens d'écarter de telles causes. Parmi elles, Malthus avance celle relative à la « tendance constante de tous les êtres vivants à accroître leur espèce au-delà des ressources de nourriture dont ils peuvent disposer ». C'est, *in extenso*, ce que l'on peut lire au tout début de son *Essai sur le principe de population*. S'en est suivi la démonstration selon laquelle la population des hommes augmentait selon une progression géométrique, alors que les disponibilités alimentaires suivaient une dynamique arithmétique.

L'ONU vient de publier ses projections sur l'état de la population mondiale en 2050. Comparativement à la projection établie en 2006, qui estimait que le nombre d'habitants serait en 2050 de 9,2 milliards, celle de 2017 table sur des effectifs avoisinant les 10 milliards (9,8 est le chiffre avancé par les Nations-Unies). En 2017, la population mondiale était de 7,6 milliards. Il y aurait donc en 2050, 2,2 milliards d'individus en plus, 9 pays assurant à eux seuls la moitié de cette hausse (Inde, Nigéria, Etats-Unis, RDC, Pakistan, Ethiopie, Tanzanie, Ouganda et Indonésie).

C'est une fois de plus l'occasion de s'interroger sur les perspectives alimentaires à l'horizon 2050. La population mondiale aura-t-elle accès sans contraintes ni restrictions, aux productions agricoles et aux biens alimentaires ? C'est là que resurgit la problématique de Malthus. Dans le passé, elle avait quasiment disparu des écrans radars politiques, du fait des progrès agronomiques et des innovations technologiques réalisés, qui avaient permis de produire davantage, même si la malnutrition restait élevée à l'échelle mondiale, renvoyant à des facteurs de vulnérabilité très localisés (insectes ravageurs, aléas climatiques relativement prévisibles comme les dégâts occasionnés par la mousson par exemple).

Aujourd'hui, la donne a changé. Outre que le changement climatique concerne désormais l'ensemble des régions du monde, rendant aléatoire la progression des productions agricoles, l'affirmation de pays émergents comme l'Inde ou la Chine s'accompagne d'une aspiration à une élévation des niveaux de vie conduisant à une croissance des besoins alimentaires, donc à un accès à une plus grande variété de biens alimentaires consommables. Il paraît de ce point de vue fort délicat d'expliquer aux ménages chinois, demain aux indiens, et après-demain aux populations africaines, en quoi le mode de vie auquel ils aspirent serait exclusivement du seul ressort des occidentaux.

Il va donc falloir produire et organiser le plus efficacement possible la répartition de la nourriture, pour que l'écart entre le nombre d'habitants et les disponibilités alimentaires soit faible. Le message est récurrent depuis quelques années maintenant. Dit autrement, s'adapter à la nouvelle donne démographique et repousser une fois de plus le pessimisme de Malthus. Cela n'empêche toutefois pas de rappeler que, à l'horizon 2050, l'agriculture et l'alimentation constitueront de plus en plus des défis géostratégiques de première importance, signifiant que des tensions géopolitiques pour les contrôler sont en gestation. Cela dans un contexte où les risques de baisse des productions se multiplient, du fait du climat et/ou de politiques publiques inappropriées.

L'union européenne est invitée à méditer sur les perspectives tracées par l'ONU. La première des décisions à prendre est de préserver le potentiel de production, voire d'en garantir l'extension pour les années à venir. Cela requiert d'injecter des moyens budgétaires à la hauteur du défi démographique mondial. Peut-on sérieusement envisager une Union européenne disparaissant des écrans radars de l'alimentation mondiale ? Les autres régions du monde se doivent de mettre en œuvre des politiques agricoles dont la finalité est de faciliter la croissance de la production, et d'assurer un juste accès à l'alimentation aux populations. Car la recommandation de Malthus, consistant à préconiser une régulation des naissances, se heurte à de multiples obstacles, notamment socio-culturels. C'est pourquoi, les politiques agricoles seront accompagnées par des politiques publiques robustes dans les domaines de l'éducation et de la santé. Solutions nationales assorties d'une gouvernance mondiale qui fait aujourd'hui défaut. Un double défi se dresse donc pour l'Afrique : démographique et alimentaire. La mondialisation, c'est aussi ça : faire émerger des solutions collectives pour absorber le choc démographique en cours et rendre le monde un peu moins menaçant. Cher Monsieur Malthus, votre message résonne jusqu'à nous. Belle longévité.

Contact : Thierry POUCH

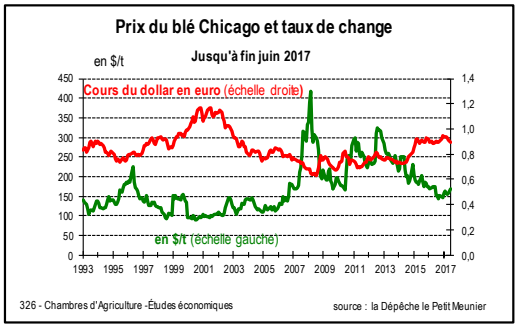
Chambres d'agriculture France (APCA)
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email :
accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

Avec la participation financière du CasDAR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Quand s'arrêtera la chute du cours du blé ?



Le cours du blé à Chicago a tendanciellement dévissé depuis 2013. Au-delà des remontées cycliques, il est clairement inscrit sur une pente baissière. L'abondance des récoltes mondiales depuis plusieurs années, face à une demande parfois moins vigoureuse, explique pour une large part cette diminution tendancielle du prix du blé. Celle-ci est de surcroît amplifiée par l'appréciation tout autant tendancielle du dollar face à l'€ depuis 2015. Il existe en effet une relation inverse entre le cours d'une monnaie et celui du produit de base, pour peu qu'il soit libellé dans cette devise. On est désormais très loin de la flambée de 2007-2008.

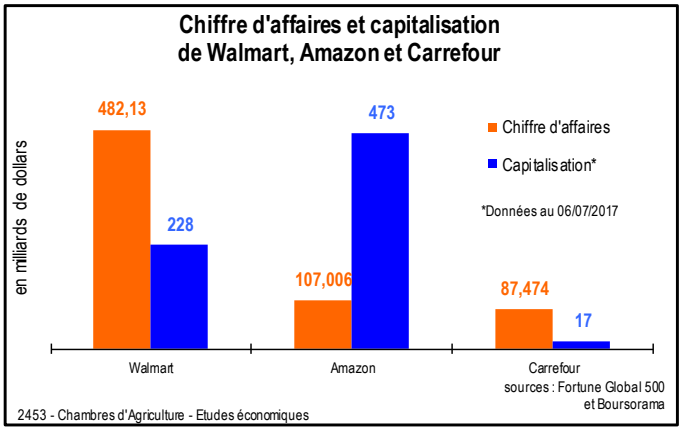
Rachat de Whole Foods par Amazon : l'alimentaire au centre de la guerre de la distribution

L'annonce a secoué les places boursières au milieu du mois de juin. Pour la coquette somme de 13,7 milliards de dollars, le géant de l'E-commerce Amazon a racheté le spécialiste américain de la vente de produits certifiés biologiques Whole Foods. Une révolution pour l'entreprise de Seattle qui a bâti sa réputation sur la vente de produits non alimentaires. Ceci traduit bien là, la volonté de certaines multinationales de conquérir le marché porteur que représente la vente de produits alimentaires en ligne.

La rivalité entre Amazon et Walmart vient de connaître un tournant majeur dans son histoire. En rachetant Whole Foods pour 13,7 milliards de dollars, la plus importante acquisition de son histoire, Amazon cherche à s'implanter sur le marché de l'alimentaire et à se confronter directement au leadeur mondial de la distribution, Walmart. A la suite de cette opération de croissance externe, la capitalisation boursière d'Amazon a bondi de 19 milliards de dollars et atteint désormais 473 milliards de dollars, contre 228 pour Walmart. Une insertion sur le marché de l'alimentation qui résulte à la fois d'une stratégie de long terme et d'un effet d'opportunité.

En effet, Amazon lança un premier service de livraison à domicile de fruits et légumes frais en 2008 avec AmazonFresh, avant de lancer un service de type « drive » avec AmazonFresh Pick-up en 2017. Le rachat de Whole Foods lui permet de disposer dorénavant d'une structure composée de 460 points de vente physiques aux Etats-Unis, tout en s'alignant sur des produits à forte valeur ajoutée. Un réseau qui paraît encore insignifiant par rapport à Walmart, dont le circuit pèse pour plus de 11 000 magasins dans le monde, mais qui montre l'ambition d'Amazon d'allier sa puissance digitale avec un réseau physique, dans le but d'optimiser sa stratégie omnicanale avec l'expérience client. En proposant un réseau de proximité et des produits alimentaires « RSE[1] -compatible », la firme compte s'inscrire dans la tendance de consommation des classes moyennes et aisées, qui se détournent de plus en plus des hypermarchés. D'autre part, cela lui permet de diversifier son activité et d'assurer des rentrées de trésoreries tout en long de l'année, au lieu de dépendre des cycles de consommation (pour ne pas dire la période de fin d'année qui concentre le tiers de son chiffre d'affaires). Enfin, le choix de s'aligner sur ce type de produits lui permet d'échapper par la segmentation à la rude concurrence que se livrent les hard discounters.

Les acteurs traditionnellement centrés sur la distribution alimentaire sont inquiets de cette percée. Dès l'annonce du rachat de Whole Foods par Amazon, le cours des actions de Walmart, Target et Carrefour ont fortement dévissé (de 5 à 9 %), faisant diminuer la capitalisation boursière de chacune de ces firmes. Si Walmart demeure la première entreprise mondiale avec plus de 480 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2016 (d'après le dernier classement Fortune Global 500) et dispose d'une part de marché encore très confortable sur le marché américain de l'alimentation, la firme semble accuser un fort retard dans le domaine de la vente en ligne alimentaire même si ce marché reste encore balbutiant, notamment sur le continent européen. Face à une population urbaine dont les modes de



vie sont en pleine transformation, le leader mondial de la distribution ne s'engage encore que timidement sur le secteur de la vente en ligne, sa plus importante opération à ce jour étant le rachat du discounter en ligne Jet.com fin 2016 pour « seulement » trois milliards de dollars.

L'inquiétude est d'autant plus grande qu'Amazon ne compte pas se limiter au marché américain, ce dernier lorgnant sur des distributeurs européens tels qu'Ocado au Royaume-Uni, Dia en Espagne ou Système U et Auchan en France. La France d'ailleurs, où le leadeur national Carrefour chercherait à se prémunir d'une possible incursion d'Amazon sur son secteur d'activité. L'arrivée du nouveau PDG Alexandre Bompard pourrait annoncer un possible rapprochement avec le réseau de commerce Fnac-Darty, dont il était justement l'ancien PDG et à l'origine de la fusion de ces deux derniers groupes.

De très nombreux enjeux sont présents pour tous les maillons des filières agricoles et alimentaires. Pour les distributeurs, la bataille déjà intense sur le off-line devrait progressivement se déplacer sur le on-line avec le Big-Data comme principal cheval de bataille. Les industriels risquent pour leur part d'être confrontés à davantage de pression sur leurs marges de la part de l'aval de la filière, les volumes étant la clé pour rentabiliser les activités d'E-commerce dans la chaîne logistique de la distribution.

Enfin pour les agriculteurs, cette tendance pourrait un peu plus pénaliser leur pouvoir de négociation face à des acteurs qui continuent leurs opérations de concentration. D'un autre côté, l'émergence de ces nouveaux comportements de consommation peut aussi contribuer à davantage valoriser leur production. Le numérique est un outil idéal pour reconnecter la demande des urbains avec l'offre des producteurs ruraux, et l'établissement de circuits de distribution similaires à Whole Foods apporterait un appui favorable à la vente de produits à plus forte valeur ajoutée pour les agriculteurs (comme les produits biologiques ou transformés par les agriculteurs eux-mêmes).

Ces thématiques devront faire partie des discussions autour des deux chantiers des futurs États Généraux de l'Alimentation. Le pouvoir de négociation et la valeur ajoutée pour les producteurs ont rarement été aussi faibles, et il serait inconcevable que les outils du numérique deviennent indirectement un facteur de pression supplémentaire sur les agriculteurs. Le numérique et l'E-commerce doivent au contraire se révéler comme une réelle opportunité pour leur activité.

Contact : Quentin MATHIEU

[1] *RSE = Responsabilité Sociétale des Entreprises*

Compte national de l'agriculture : au-delà de la baisse des indicateurs de résultats, la stagnation de la productivité

Les comptes de l'agriculture nationale ont mis en lumière les très grandes difficultés de l'agriculture française en 2016. Au-delà de ce constat, ces comptes permettent de voir aussi la stagnation de la productivité de la branche agricole qui s'est enclenchée il y a une dizaine d'années et qui montrent bien la profondeur de la dégradation de l'économie de l'agriculture française.

Les comptes de l'agriculture de l'année 2016 publiés par l'INSEE le 06 juillet 2017 ont présenté un tableau assez sombre de l'agriculture française en 2016 :

- Les productions végétales connaissent un recul sévère des récoltes en raison d'incidents climatiques nombreux (gel et pluies au printemps, sécheresse de l'été) ; les fruits et les vins sans appellation d'origine résistent à l'effondrement général.

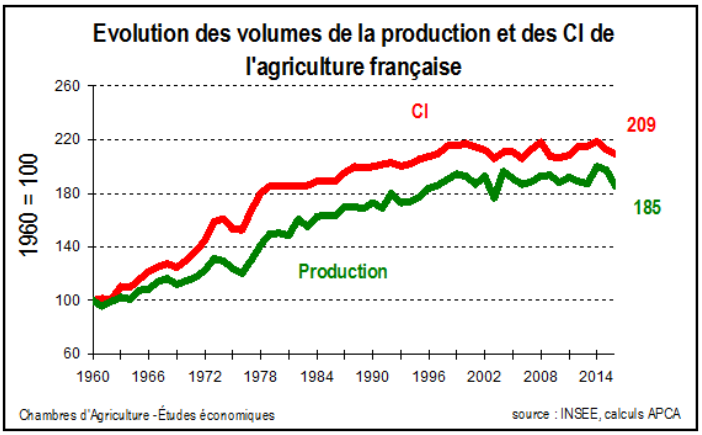
- Quant aux productions animales, les crises de l'élevage bovin (lait et viande) et avicoles entraînent un recul des volumes que l'amélioration du secteur porcin (après des années très difficiles) est loin de pouvoir amortir.

- Pour les intrants, on observe une baisse importante des volumes utilisés (engrais, phytosanitaires, aliments du bétail).

- Tous ces mouvements se soldent par un recul de la valeur ajoutée de la branche agricole de près de 10%.

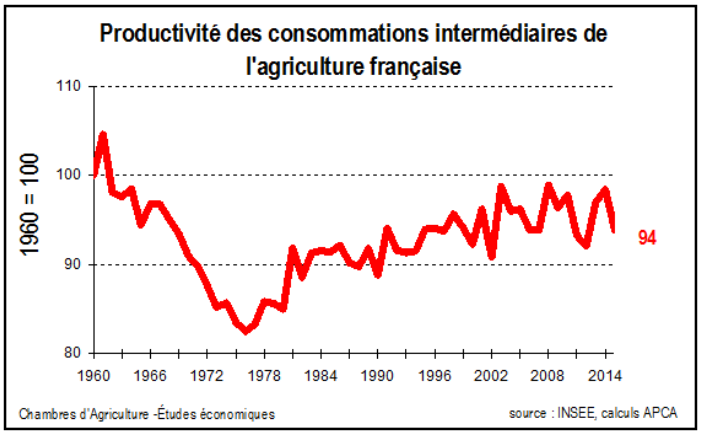
Un regard en arrière fait apparaître que les difficultés de 2016 s'inscrivent dans un changement de rythme de croissance de l'agriculture française que l'on peut situer au tournant de la décennie 2000. À partir de cette date, les volumes de biens et services produits par l'agriculture n'ont plus progressé (tendanciellement). Certes, ce ralentissement de l'activité s'accompagne d'une stabilité des achats d'intrants en volume sur la même période (graphique 1) mais in fine, c'est la productivité de l'agriculture (productivité des consommations intermédiaires, en tout cas) qui est entrée dans un régime de stagnation (graphique 2).

Graphique 1



Lecture du graphique :
Entre 1960 et 2016, la production agricole a cru de +185 %, tandis que la croissance des intrants utilisés par la branche agricole atteignait +209 % (variations en volume des deux agrégats).

Graphique 2



Lecture du graphique :
En 2016, la productivité des intrants se situait un cran au-dessous du niveau de 1960 (-6 points d'indice) ; mais c'est le résultat de tendances de moyen terme très hétérogène durant plus de cinq décennies.

Un indicateur de productivité des intrants est calculable de la manière suivante : pour chaque année, on a fait le rapport de la variation des volumes de la production agricole sur la variation des volumes des consommations intermédiaires utilisées par la branche agricole (ces deux indices étant tirés des comptes de l'agriculture). L'évolution annuelle de ce ratio est cumulée de 1960 à 2013. On voit alors que, dans la branche agricole, la productivité des intrants connait trois évolutions de long terme :

- De 1960 à 1976, la productivité des intrants se dégrade : l'agriculture française est certes dans un régime de croissance mais elle est assez peu économe en intrants. Il est vrai que les matières premières utilisées par l'agriculture française sont peu coûteuses… jusqu'aux crises pétrolières de 1973 et 1976.

- De 1976 à 2003, on assiste à la croissance de la productivité des intrants. Croissance très forte jusqu'en 1983 (les achats d'intrants ne progressent plus sur cette courte période) puis plus lente jusqu'en 2003 (sur deux décennies, les volumes de produits agricoles progressent sensiblement plus que vite que les achats d'intrants).

- Depuis 2003, la productivité des intrants marque le pas en raison de la stagnation de la production.

Productivité agricole : un changement de régime de croissance

Depuis le début de la décennie 2000, on assiste à des variations interannuelles de volume de production et d'intrants d'une amplitude particulièrement forte dans l'agriculture française. Au-delà des soubresauts de conjoncture, petit à petit, la productivité des intrants s'est engagée dans un chemin de stagnation. Depuis plus de dix ans, deux changements majeurs sont survenus dans l'agriculture : instabilité structurelle des marchés agricoles et stagnation de la productivité agricole dans le domaine des intrants (et cette dernière évolution est une rupture avec ce qu'on observait depuis le mitan de la décennie 70 du siècle dernier).

Contact : Didier CARAES

A la recherche d'un destin collectif

Le constat dressé par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), dans son Avis de mai 2017, est sans appel. Ce Rapport annuel sur l'état de la France indique en effet que le pays éprouve des difficultés à « retrouver une cohésion sociale et politique suffisante pour dégager un projet commun ». Selon les auteurs du Rapport, Guillaume Duval et Pierre Lafont, 88 % des Français estimaient en 2016 que leur pays « allait dans une mauvaise direction », soit le taux le plus élevé parmi les 26 pays sondés. Il est fait mention de plus d'un clivage entre la situation individuelle des Français, plutôt perçue comme positive, et leur vision somme toute assez noire de l'avenir collectif du pays. En résumé, la société française « peine à se tourner vers l'avenir ».

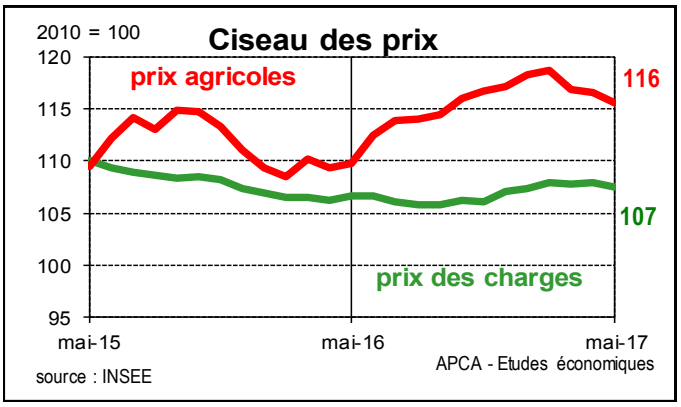
Plusieurs domaines suscitent l'inquiétude des Français. L'emploi, les inégalités, lesquelles se sont accrues depuis le déclenchement de la crise de 2007-2008, la montée de l'endettement, véritable menace pour les années à venir si l'on assistait à un durcissement de la politique monétaire, l'environnement, l'insuffisance de moyens financiers alloués à la recherche, tant publique que privée. Ce dernier point mérite quelques détails.

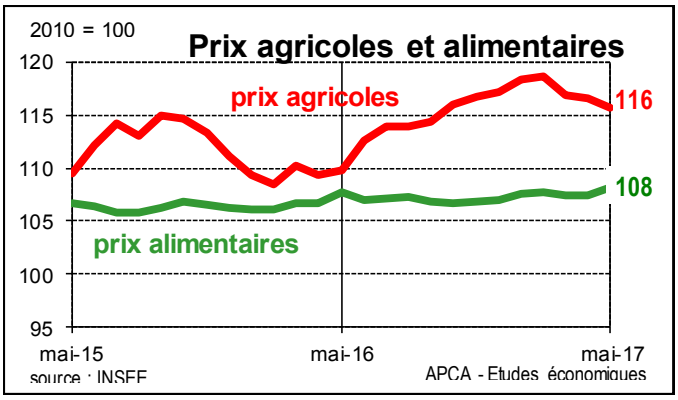
La France n'a manifestement pas tenu ses engagements en matière de développement de la recherche, se retrouvant ainsi en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (2,38%). Elle a du coup été surclassée par un certain nombre de ses concurrents, passant ainsi du cinquième au huitième rang mondial entre 1990 et aujourd'hui. Le ratio effort de recherche exprimé en pourcentage du PIB était de 2,2 % en 1990, et de 2,24% en 2014. Des pays comme l'Allemagne (2,9 %), les Etats-Unis (2,7 %), le Japon (3,6 %), mais aussi la Corée du Sud (4,3 %), font mieux que nous. Ce diagnostic augure mal du positionnement de l'économie française dans le monde, alors que les innovations constituent l'un des vecteurs des performances d'un pays. Il dissuade aussi les jeunes de s'engager dans la recherche, certains d'entre eux optant pour l'expatriation, laquelle exacerbe les insuffisances des résultats scientifiques et appliqués.

Les auteurs de l'Avis au CESE ont ajouté un ultime sujet de préoccupation ressenti par les Français. Il s'agit de l'artificialisation des sols. S'ils soulignent que l'hexagone est sans doute l'un des pays d'Europe les moins exposés à cette dynamique d'urbanisation, comparativement à notre voisin d'Outre-Rhin, ou encore au Royaume-Uni, ils suggèrent dans le même temps de maîtriser l'usage des sols. Car, selon eux, et c'est une bonne nouvelle pour le secteur agricole et le monde rural, les terres agricoles, mais aussi la forêt, doivent d'ores et déjà être classées parmi les atouts décisifs du XXIe siècle, pour déployer une stratégie visant à préserver la biodiversité. Le cadre général étant la consolidation de la « bioéconomie ». On peut légitimement voir dans la place qui est accordée à l'agriculture et à la forêt, se dessiner les contours d'un nouveau modèle économique en mesure de répondre non seulement aux besoins alimentaires et non alimentaires, et, surtout, à la crise écologique actuelle. Le secteur agricole et forestier est, par voie de conséquence, appelé à jouer un rôle déterminant pour l'avenir de la France dans ce XXIe siècle plutôt chaotique.

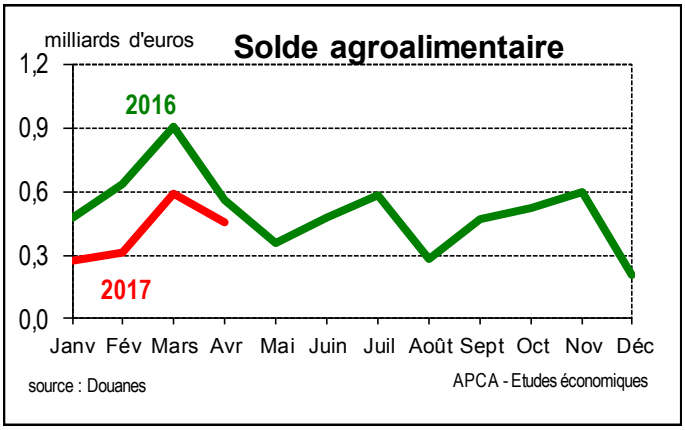
Ce rapide panorama de l'Avis du CESE devrait donc inciter les lecteurs à se le procurer. L'état actuel de l'économie et de la société françaises l'exige.

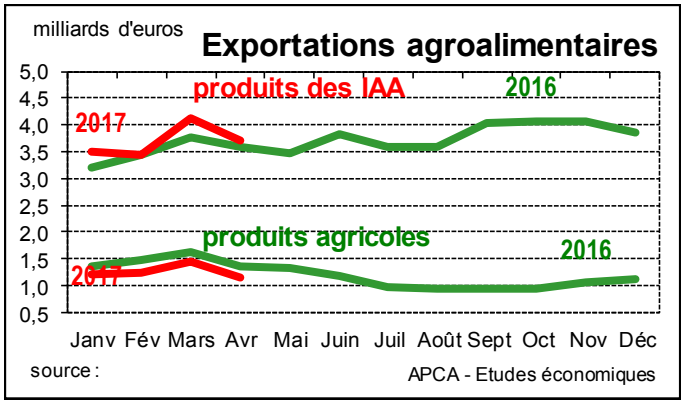
Contact : Thierry POUCH





% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,7%	0,4%	1,4%
Prix agricoles	-0,8%	5,3%	5,6%
Prix des charges	-0,5%	0,7%	-2,4%
Inflation	0,0%	0,8%	0,8%





Solde du commerce extérieur agroalimentaire		(Source : Douanes/SSP)
En milliards d'€	En avril	Cumul annuel
2017	0,454	1,628
2016	0,559	2,577

Chambres d'agriculture France (APCA)
9 avenue George V—75008 Paris
Mise en page: Colette RENAUD